



# Syndicat National Pénitentiaire des Surveillants

affilié à la Fédération  
Générale  
Autonome des  
Fonctionnaires

## Coronavirus, Confinement, Urgence attentat : quoi de neuf ?

Le mercredi 28 octobre 2020 à 20h, devant le nombre trop élevé de cas positifs à la COVID 19, et de patients en réanimation, le Président de la République a annoncé un deuxième confinement en France métropolitaine à partir de vendredi 30 octobre minuit.

Parmi ces mesures très restrictives visant à ralentir la course du virus, l'interdiction de se déplacer entre régions, des déplacements limités et réglementés par une attestation de déplacement dérogatoire, interdiction temporaire de visite aux patients hospitalisés...etc....

Tandis-que le citoyen lambda est contraint par ces mesures extrêmement restrictives, d'autres ne semblent pas être « logés à la même enseigne ».

Il en va ainsi dans l'administration pénitentiaire, malgré un contexte de Plan Vigipirate à son niveau le plus élevé « Urgence attentat », les usagers du service public ont le privilège de continuer à recevoir la visite de leurs familles, dont une grande majorité bravent l'interdiction de se déplacer entre régions, avec la complicité passive de notre administration.

Mieux, les parloirs se poursuivent dans les services annexes UHSI et UHSA au sein de structures hospitalières qui interdisent les visites aux patients hospitalisés, sans table ni dispositif amovible de séparation, pourtant prescrits par la note DAP du 30 octobre dernier.

Les Surveillant(e)s, eux, tentent de se protéger tant bien que mal, avec des mesures telles que la distanciation physique illusoire, des produits désinfectants parfois manquant, des masques lavés et relavés au delà des vingt fois préconisés...

Les agents dits « vulnérables » continuent à prendre des risques pour leur santé, voire pour leur vie, car privés d'Autorisations Spéciales d'Absence par leur chef d'établissement.

04 novembre 2020

Le Bureau National